

ÉDITO : POURQUOI J'AI RATÉ LE SOMMET DE LA FRANCOPHONIE, oct 2024 ?

Claudio Zoli Cada um cada um
João Bosco Papel Machê a vivo

B.A. 2025
RÉCAP' 2024.

À quoi sert la Francophonie ? Si ce n'est à faire comprendre aux Ultramarins des DOM-TOM et aux Africains francophones, qu'ils ne sont pas les bienvenues en France métropolitaine, hexagonale et coloniale. Esprit de clocher oblige, les Français, hexagonaux métropolitains, ne savent même que ce que veut dire, ce que signifie, à quoi correspond l'espace francophone !

En cas de doute, il suffit de voir les résultats des dernières élections européennes. Le parti des fâcheux fachos, descendants des collabos pro nazi-1^{er} (cf. blog Euro Nègro pas Heureux), est arrivé en tête de la liste des partis en lice, en douce France, sauvée des souffrances nazies, lors de la Seconde guerre mondiale, par tant de Nègres Tirailleurs....

Flash black back :

Je me fais chourave ma carte de résident. Erreur de touriste débutant, alors même que je ne suis pas touriste, luttant contre les préjugés tirant vers le bas le peuple Noir, sous couvert d'immigration *vs* idéologie sécuritaire.

Peu après, ma chère grande sœur Suzanne décède, fin juillet, à Douala.

Je me rends à la Préfecture pour demander un laissez-passer. On ne fait plus de laisser-passer ! Cette décision, mesure liberticide au possible, limite et entrave la liberté d'aller et venir des Africains *diasporiens* qui ne servent à rien, en douce France. C'est tellement plus facile de s'insurger contre le non-respect des droits de l'homme et de la démocratie, en Francophonie africanisée.

Ce document administratif, émis par la Préfecture, autorise une personne étrangère à circuler librement, alors même que sa pièce d'identité, toujours en cours de validité, est perdue, volée ou détériorée... C'est une mesure liberticide qui vous fait repartir de zéro pour être identifiable.

D'autant plus que, nonobstant cette loi qui proscriit le racisme et cette autre-là condamnant le délit de faciès, le parti des fâcheux fachos est arrivé en tête, avec, pour ligne idéologique la lutte contre l'immigration pour cause de sécurité publique. Comme s'il s'agissait d'une

mesure d'ordre publique qui, ainsi, pourrait être fondée à être liberticide... Vive la Révolution ! Vive la République !

À la Préfecture, où je n'ai même pas pu entrer, une fonctionnaire de police, *noirte*, ô, mortels, comme rêve d'ébène me fait comprendre que je n'aurai aucun problème à quitter le territoire hexagonal. Mais que je risquais de filer un mauvais coton, quant à mon retour en Métropole francophone...

Arrivée à Douala, début août. Le Consul de France part un dimanche 25 août. Pas délivrance de visa, dans l'attente du nouveau Consul. Je suis convoqué, à Paris, le 29 août, pour mon duplicata de carte de résident, dont la validité court jusqu'en mi-octobre 2025...

Le nouveau Consul arrive courant septembre. Je peux encore y croire... Il fait diligence. Je lui envoie un courriel, à 13 h. Réponse à 15. Rendez-vous le lendemain, pour faire un visa retour plus humiliant qu'humanitaire. La nouvelle phase de certains consulats européens, c'est de délocaliser les services de visas, loin du Consulat...

Me voilà donc dans cette esbroufe... Prise de tête avec le musclor à l'entrée qui ne veut pas laisser entrer Oumarou, le chauffeur de la MUPAC, qui m'accompagne. Que je ne vais pas lui apprendre son métier. Je lui réponds juste de respecter l'être humain. Tout le personnel de ce service consulaire de visa délocalisé, est évidemment local. Comme ça, on ne pourra pas crier au racisme...

Y'a même un service VIP, pour faire son visa, dans le même espace, sans séparation. Sans fauteuil en cuir et autre canapé Chesterfield. Même revêtement au sol. Sauf qu'il y a une pancarte et non pancake, où c'est bien écrit VIP...

Je me fais délester de 111 000 Francs CFA, pour un visa dont le timbre ne coûte que 65 000 F CFA...Le reste ? C'est pour l'ouverture du dossier, le suivi du dossier, les photos biométriques... Je laisse un numéro de téléphone et un e-mail. C'était le dernier vendredi de *september*. *Remember* ? Une semaine plus tard, toujours pas de réponse. Ma mère me conseille d'aller voir sur place. Ce que je fais, toujours avec Oumarou. Mon passeport m'attendait depuis le lundi d'avant. Le Sommet commençait le lendemain... Je récupère mon passeport, donc un vendredi, le Sommet finissait le lendemain...

Le personnel délocalisé ne fait que suivre, avec enthousiasme, les consignes répressives qu'on lui demande d'appliquer à la lettre, ne comprenant pas cette célérité du Consul. On me demande même si je suis binational...

Voilà pourquoi j'ai loupé ce sommet de la Francophonie. Parce qu'en douce France, On a supprimé le laisser-passer. Je me retrouve au Pays bien aimé en pleurs (bis, ter, etc.), à me faire délester, -pour un visa retour simple, en souffrance d'attente, plus humiliant qu'humanitaire- de 110 000 francs cfa. Presque le triple du Smic local... D'aucuns de dire que c'est en écho au prix du même visa, à régaler à l'ambassade du Cameroun en France, un

peu moins de 300 € (200 000 francs cfa), pour aller au Cameroun. Sauf que 110 000 francs cfa, c'est un vrai salaire, au Cameroun. Mais 300 €, en France, c'est loin d'être le Smic...

Et comme le pire est toujours à venir, la compagnie aérienne gauloise perd de l'argent ainsi, à cause de cette politique migratoire verticale et à sens unique. Où l'on voudrait que l'expatrié ou coopérant se la coule douce. Mais pas le Camerounais en passe d'être en phase ou pas avec sa nouvelle appellation non d'origine mais à contrôler d'immigré, bon gré, mal gré.

Non seulement ce sont les Camerounais qui remplissent les caisses et les vols (et non volent les caisses) de ladite compagnie aérienne gauloise, mais en plus de ça, vous ne pouvez prendre votre billet qu'au départ de Douala, sur internet. Ce qui rend le prix du billet moins accessible. Démarche coloniale au possible : le progrès n'est pas pour tous. Il faut le mériter ? Les vols pourraient être plus rentables avec une autre politique tarifaire, d'autant plus que les charters sont interdits. Chasse gardée coloniale.

Vous pouvez prendre votre billet ailleurs, mais jamais le vol ne sera direct. Et si le temps c'est de l'argent, la compagnie gauloise gagnerait à s'aligner sur les prix de la concurrence aérienne qui sont moins couteux de moitié.

Avant l'An 2000, il y avait même eu un directeur caucasien, de ladite compagnie aérienne, qui s'était fait viré comme un malpropre. Il pestait, tempêtait, contestait ces mesures migratoires discriminatoires qui lui faisaient perdre de la thune. Parce qu'à chaque refus de visa, à un Camerounais, il fallait bien lui rembourser son billet...

À quoi sert la Francophonie, si ce n'est d'être un espace de circulation pour au moins les personnes en règle de leur papier. Non ?

Tout Nègre qui n'est pas de service, est considéré comme un délinquant administratif !

Sans papier, sans droit.

Sans présomption d'innocence.

Tous coupables.

Pas de circonstances atténuantes...